

LES PETITES AFFICHES

MERCREDI 10 AVRIL 2019

Journal fondé en 1925 - N° 5394

Siège social
10, rue Albert-1^{er} - 64100 BAYONNE
Marie-Hélène LAGIÈRE, Directrice

Annonces Légales / Marchés Publics

☎ : 05 59 59 05 02 - 05 59 59 30 26
📠 : 05 59 59 84 58

Mél : direct@petites-affiches-64.com
Site : www.petites-affiches-64.com

Parution chaque mercredi
Abonnement annuel : 32,00 €

1,10 €

du Pays Basque et des Pyrénées~Atlantiques

Annonces légales

Hebdomadaire d'ACTUALITÉS LOCALES ÉCONOMIQUES ET JURIDIQUES

Marchés publics

OFFICIELLEMENT HABILITÉ PAR LA PRÉFECTURE DE PAU À PUBLIER LES ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES DANS LE DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (64) - ISSN : 1273-1153

Sommaire

PAROLE D'EXPERT :

- Acheter un logement aux enchères, mode d'emploi



> page 26

SORTIE BÉARN :

- Partage et sensations à l'Espace Ludopia



Au cœur de la Vallée d'Aspe à Accous, cet espace atypique propose de vivre une expérience unique autour de jeux élaborés à partir de matériaux recyclés ©DR

> page 25

Chiffres - Barèmes - Indices / Annonces légales et judiciaires / Marchés Publics / Veille commerciale

> pages 6 à 21

Actualités locales, économiques et juridiques

JURISPRUDENCE :

- L'entreprise et les salariés

> page 2

AGENDA FISCAL ET SOCIAL DU 20 AVRIL AU 30 AVRIL 2019

> page 5

JURISPRUDENCE :

- Séparation : existe-t-il une dette morale entre concubins ?

> page 18

ÉCONOMIE :

- Le « naming » gagne le sport français

> page 22

BAROMÈTRE CCI BAYONNE PAYS BASQUE :

- Une dynamique d'entreprise confiante et déterminée

> page 23

DANS VOS VILLES ET VOS VILLAGES

> pages 24 et 25

Droit du travail : une refondation qui bouleverse les équilibres

La refondation du droit du travail, dans un contexte de forte baisse du contentieux prud'homal et de fronde contre le barème Macron, était le fil conducteur des travaux des premiers États généraux du droit social organisés, en mars, par le CNB à Paris. Éclairage.



> page 3

La DGCCRF affronte des fraudes nouvelles ... et très anciennes

Escroquerie via de faux sites administratifs, produits alimentaires dangereux, centrales d'achat des grandes surfaces aux pratiques abusives... la DGCCRF a dressé le bilan de son action en 2018, en faveur de la protection du consommateur et de relations commerciales équilibrées.

> page 4

